Confédération Française Démocratique du Travail

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CFDT DES ALPES MARITIMES

Nice - 1er mai 2018

Chères et chers Camarades,

Pour la CFDT, le retour de la croissance et la performance économique sont synonymes de mieux être mais cela doit être un mieux-être pour tous.

Hors nous constatons la persistance du chômage, l'augmentation de la précarité et de la pauvreté, des difficultés accrues d'accès au transport, au logement, au service public, à la protection sociale.

Du coup, nombre de nos concitoyens, salariés ou non, sont laissés au bord de la route, fragilisés à l'extrême et transformés en proies faciles pour les populismes ce qui finit par remettre en cause les fondements mêmes de notre cohésion sociale. Pour réussir toutes les mutations en cours, il ne faut pas confondre réformisme et innovation avec reculades permanentes et attention portée qu'aux plus aisés…

A l'heure où l'action publique a un rôle déterminant à jouer en terme de régulation, de pilotage vers un nouveau modèle liant l'économique, le social et l'environnemental pour lutter contre l'exclusion et les inégalités, pour viser le plein emploi, il est consternant d'observer le dépeçage de la Fonction Publique en l'absence de tout dialogue.

Aussi pour la CFDT est-il essentiel de porter un projet sociétal solidaire, partagé par toutes et tous, où chacun est partie prenante,

- un projet de progrès qui permette à tous comme à chacun de trouver sa voie et sa place, de répondre à ses aspirations et de s'émanciper, y compris pour les minorités,
- un projet novateur porteur d'autonomie, d'engagement et de prise de responsabilité,

- un projet pérennisant la libération de la femme tant dans sa vie personnelle qu'en terme d'une égalité professionnelle au service de l'innovation sociale et de la performance économique
- Un projet fondé sur une croissance garantissant un haut niveau de vie et de solidarité

Dès lors, la mesure du coût d'une politique sociale n'a de sens que si elle est rapportée à la réalité des territoires exclus des fruits de la croissance, petites villes, quartiers populaires, campagnes péri-urbaines, zones rurales…

La promesse d'égalité portée par le service public est rompue, la devise de la République remise en cause. Ce n'est pas à la loi du marché, inégalitaire et discriminatoire de réguler les rapports sociaux.

Ce n'est pas en portant atteinte à la dignité des travailleurs, à la SNCF comme chez CARREFOUR ou GALDERMA, qu'est conduite une politique de progrès social. L'entreprise n'est pas un lieu où les femmes et les hommes qui y travaillent doivent se taire. Cela vaut en tout premier lieu pour les salariés des TPE privés de dialogue social et souvent de perspective de carrière.

Ce n'est pas en laissant couler à flots l'argent public dans les EHPAD sans aucun contrôle digne de ce nom tout en y abandonnant les salariés et celles et ceux qui y vivent que sera témoigné à nos Aînés le respect et la dignité auxquels ils ont droit à l'aurore de leur vie.

Ce n'est pas en transformant en souris la montagne de la réforme sur l'emploi des travailleurs handicapés que les pouvoirs publics vont s'attaquer aux 20% de taux de chômage qui touche cette population. Joliment dénommée « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », elle est réduite à une modification de la collecte de la cotisation patronale. Le réformisme fait-il peur au gouvernement ?

La CFDT marque ainsi son engagement fidèle pour le respect de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, « les Hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ».

Cette vision s'applique bien sûr aux Immigrés et aux Migrants. Face à la menace populiste qui remet en cause les fondements de notre Démocratie, la réponse de l'Etat ne serait-elle qu'un nouveau recours à la politique d'internement des

nomades, des Migrants, de tout ce qui bouge quitte comme ici à Nice à être régulièrement hors-la-loi vis-à-vis du droit français comme des conventions internationales ?

Pour la CFDT se pose la question du « Vivre ensemble » qui s'impose comme une évidence en matière de Droits de l'Homme avant toute approche économique régulatrice. Elle fait partie intégrante de l'action revendicative syndicale au titre du rejet de toute discrimination liée aux origines et à l'égalité des chances dans l'entreprise.

La CFDT, syndicat réformiste, indépendant et responsable, porte un projet fondé sur la démocratie, l'Europe, le progrès social et le développement durable. Elle est capable de montrer qu'elle est bien plus « qu'un supplément d'âme ». La reléguer au rang de corps intermédiaire qu'on entend sans écouter est une erreur.

La CFDT, première organisation syndicale du secteur privé, restera un acteur du changement, moteur de notre démocratie sociale.

Ce 1er mai 2018, il est plus que jamais temps pour l'imagination de prendre le pouvoir.